



TELEGRAMME DU CEPLIS

Conseil européen des professions libérales
Coudenberg 70
1000 Bruxelles
Tel: +32.2.511.44.39 - Fax : +32.2.511 01 24
Email : ceplis@scarlet.be
<http://www.ceplis.org>

Date: 23/02/2012

Pages: 5

N°3/12

- 12 Premiers Ministres européens exhortent l'UE de diminuer drastiquement le nombre de professions réglementées
- Britanniques, Hollandais et Suédois tentent de bloquer les comptes de l'UE
- Consultation publique sur l'avenir du droit européen des sociétés
- Conférences à venir

- 12 Premiers Ministres européens exhortent l'UE de diminuer drastiquement le nombre de professions réglementées



Le 20 février 2012, 12 Premiers Ministres de pays membres de l'Union Européenne dont M. Cameron, Premier Ministre du Royaume-Uni, M. Monti,

Premier Ministre de l'Italie, M. Rajoy, Premier Ministre de l'Espagne, M. Kenny, Taoiseach de l'Irlande et M. Tusk, Premier Ministre de la Pologne ont adressé une lettre commune à MM. van Rompuy, Président du Conseil Européen, et Barroso, Président de la Commission Européenne afin de proposer un « Plan pour la Croissance en Europe ».

Les Premiers Ministres s'associant à la lettre en question viennent tous de la famille politique conservatrice. Cependant, malgré leur proximité idéologique avec la Chancelière allemande M^{me} Merkel et le Président de la France M. Sarkozy, ces deux derniers ne figurent pas parmi les signataires.

Pourrait-on attribuer ceci à une volonté desdits signataires, de s'affirmer en tant que contrepoids au niveau communautaire face à l' « omnipotence » du couple franco-allemand ?

Devrait-on penser que les partenaires des deux cotés du Rhin sont tout à fait d'accord avec leurs collègues « coreligionnaires » mais s'abstiennent de le faire connaître à cause d'échéances électorales trop proches ?

La lettre en question est divisée en 8 parties reprenant chacune une priorité pour stimuler la croissance. Les priorités sont :

- Développer plus profondément le marché unique en commençant par le secteur des services
- Créer un véritable marché unique numérique
- Établir un marché interne de l'énergie efficient et effectif
- Établir un espace Européen de la Recherche
- S'ouvrir au marché mondial
- ***Réduire le fardeau de la réglementation européenne***
- ***Promouvoir un marché du travail efficace***
- Un secteur des services financiers compétitif et dynamique

Nos professions sont particulièrement concernées par le paragraphe relatif au marché du travail. En effet, une partie importante de celui-ci est en lien avec la proposition de modification de la Directive européenne 2005/36 sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, qui se trouve actuellement, comme vous le savez, entre les mains du Parlement et du Conseil Européen.

Les Premiers Ministres de ladite lettre insistent sur « l'intérêt d'introduire des mesures supplémentaires ayant comme objectif de réduire le nombre de professions réglementées en Europe via l'introduction d'un nouveau test de proportionnalité plus dure, dont les modalités seraient

clairement définies dans la législation. » Dans ce contexte, ils demandent à la Commission d'organiser sans délai un nouveau Forum pour l'évaluation mutuelle des pratiques nationales afin d'aider à identifier et faire tomber les barrières régulatrices injustifiées. Ils proposent aussi d'examiner la possibilité de trouver des alternatives à la réglementation afin de continuer à assurer des normes professionnelles élevées et d'évaluer les possibilités de poursuivre l'alignement des normes dans le but de faciliter la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

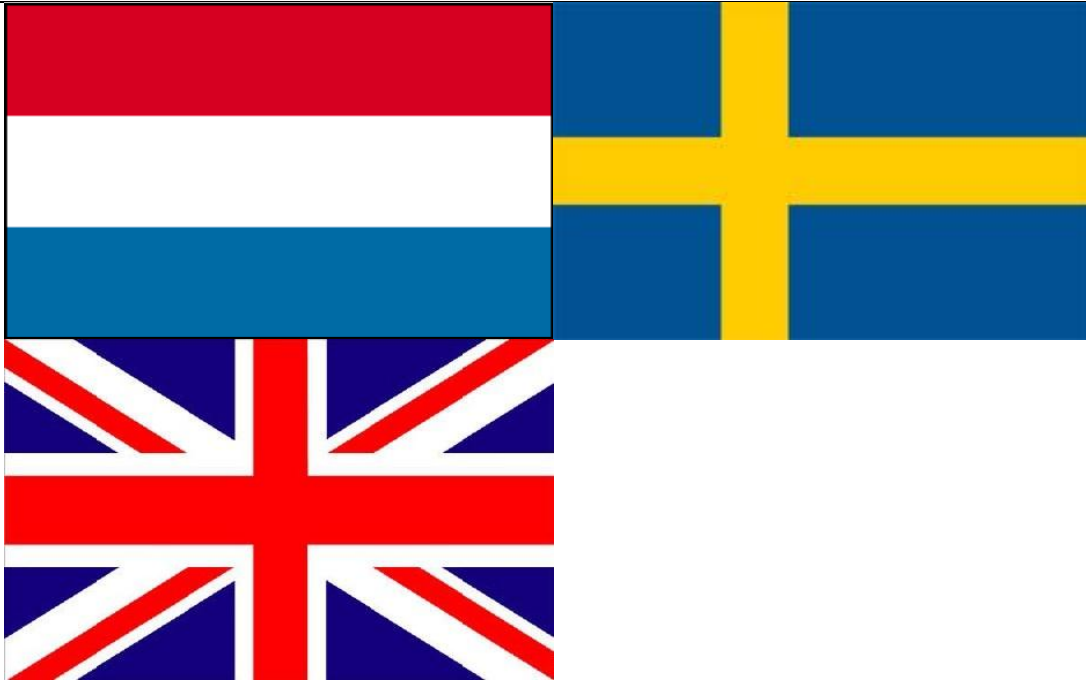
Il est intéressant de rappeler que l'idée en question était déjà proposée ultérieurement par le Parlement Européen. Lors de la conférence du 2 février dernier M. Tidje, chef de l'Unité de la Commission européenne (DG MARKT), a d'ailleurs bien noté que la Commission fut clémentine à notre égard vue qu'elle n'a pas suivi à la lettre la résolution parlementaire....

Il faut noter en effet que la proposition de Directive envoyée par la Commission Européenne au Parlement Européen ne va pas dans le sens d'une réduction maximale du nombre de professions réglementées. Lorsque le texte sera entre les mains du Conseil Européen, il faut par contre s'attendre à une position forte des Etats Membres dont les Premiers se sont associés à la lettre sur la croissance en Europe.

Pour plus de d'information, veuillez trouver le texte en entier sur la page électronique suivante :

http://www.unita.it/polopoly_fs/1.383958.1329761185!/menu/standard/file/lettera%20per%20la%20crescita%20monti%20cameron.pdf

Britanniques, Hollandais et Suédois tentent de bloquer les comptes de UE



Fait assez rare dans l'histoire de l'Union, les Ministres des Finances du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de la Suède ont voté contre le budget UE tandis que les autres Etats membres l'ont approuvé. La raison de ce refus était selon les protagonistes de protester contre le gaspillage par l'UE de 140 milliards d'euros par an. Le Ministre des Finances du Royaume-Uni, M. Osborne, estime en effet que les Etats membres doivent respecter les mêmes normes élevées pour le budget de l'UE comme ils le font pour les budgets nationaux.

De plus, le gouvernement britannique a critiqué une hausse des salaires prévue de 1,7 pourcent pour les fonctionnaires de l'UE comme étant une « aliénation de la réalité » en rappelant que ce sont les contribuables nationaux qui supportent le budget européen.

Pour plus de d'information, veuillez trouver le texte en entier sur la page électronique suivante :

<http://www.theparliament.com/press-review-article/newsarticle/britain-attempts-to-block-eu-accounts//1329868800/>

Consultation publique sur l'avenir du droit européen des sociétés

Nous rappelons aimablement à nos membres intéressés, qu'ils ont jusqu'au 14 mai 2012 pour répondre à la Consultation publique de la Commission Européenne sur l'avenir du droit européen des sociétés.

Pour plus de d'information, veuillez consulter la page électronique suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2012/company_law_en.htm

Conférences à venir :

- **«The EU-Animal Welfare Strategy 2012-15 – New tools to strengthen animal welfare during transports »** organisée par la **Représentation du Land de la Hesse auprès de l'Union Européenne** et qui se tiendra dans leurs bureaux (19, avenue de l'Yser) à **Bruxelles, le 28 février 2012 à 19h.**

Plus d'informations : Melanie.Toennis@lv.bruessel.hessen.de

- **« More Europe, More Freedom - A Debate on Principles of the European Integration Project »** organisée par le **Ministre de la Justice du Land de la Hesse, Jörg-Uwe Hahn et la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté** et qui se tiendra dans les bureaux de la représentation du Land de la Hesse auprès de l'Union Européenne (19, avenue de l'Yser) à **Bruxelles, le 6 mars à 19h.**

Plus d'informations : veranstaltungen@lv-bruessel.hessen.de